

Les crédits

• (1610)

Les problèmes sont nombreux. Nous avons certes besoin de renégocier les dispositions arrêtées dans le cadre du financement des programmes établis. Nous devons relever les budgets des conseils chargés d'octroyer les subventions. Nous devons accroître les fonds de la recherche affectés aux sciences écologiques. En terminant, madame la Présidente, j'ajoute que nous devons également intégrer nos entreprises en sciences, en recherche et en développement à celles du secteur industriel et faire partager également avec lui notre souci de maintenir notre environnement propre et sain.

Des voix: Bravo!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Y a-t-il des questions et des commentaires?

[Français]

Mme Duplessis: Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours du député d'Ottawa-Sud et il a mentionné que le matériel dans les universités était absolument désuet et que l'on retrouvait ce problème un petit peu partout à travers le pays.

Je pense que le gouvernement est conscient de ce problème. C'est pourquoi aussi, dans son programme Innovation, la stratégie canadienne en matière de sciences et technologie, le gouvernement a mis en place, avec les provinces, un groupe de travail qui va se pencher sur ce problème et d'autres questions connexes, et qui va sûrement nous apporter des solutions à cela.

Parce que pour nous aussi, c'est important que les universités aient des installations à la fine pointe de la technologie. On pense que c'est absolument essentiel aux étudiants et aux chercheurs qui doivent suivre les progrès des étudiants de très près.

Je voudrais dire au député que le programme des centres d'excellence, c'est un des moyens. Les 240 millions de dollars que le gouvernement met en place pour le programme des centres d'excellence, c'est un des moyens pour les universités et les chercheurs de pouvoir aller chercher, justement, de l'équipement très sophistiqué dont ils ont besoin. Mais naturellement, ils doivent en avoir fait la demande et vous savez pertinemment, madame la Présidente, qu'actuellement, il y a un comité qui se penche, justement, sur le choix des centres d'excellence.

Mais je veux dire aux députés que cela est une avenue pour les chercheurs, et je pense que les chercheurs en sont très conscients et qu'ils ont participé avec beaucoup d'enthousiasme à faire des propositions au gouvernement.

Je voudrais demander au député, parce que je l'ai entendu critiquer et dire que le gouvernement ne donnait pas assez d'argent ici et là, je voudrais savoir du député si lui et les membres de son parti seraient en faveur d'augmenter le déficit afin, justement, de pouvoir donner un petit peu partout les montants d'argent qui sont réclamés dans à peu près tous les domaines. C'est la question que je pose à mon honorable collègue.

M. Manley: Madame la Présidente, je veux remercier la secrétaire parlementaire pour sa questions.

Premièrement, je suis d'accord que le programme des centres d'excellence est un bon programme. C'est un programme qui a été développé par le gouvernement d'Ontario, de M. Peterson, et c'est maintenant appliqué par le gouvernement fédéral. Je crois qu'il y a beaucoup de mérite avec ce programme.

Concernant le déficit. . .

[Traduction]

Quant au déficit, la question est très importante, et je sais que personne de ce côté-ci ne minimise le problème. Comme on a dit plus tôt ce matin, si vous pensez que l'éducation coûte cher, vous devriez vous enquérir du coût de l'ignorance. Certaines choses au Canada devraient être considérées comme des investissements plutôt que des dépenses. Si nous voulons un avenir prometteur pour les jeunes Canadiens, il faut subventionner généreusement nos maisons d'enseignement. Il n'y a pas d'autre choix. Nous disons que le déficit est notre façon de faire payer nos dépenses par les futures générations. Mais quel poids nous leur ferons porter si nous les laissons dans l'ignorance. Le déficit est une question importante, soit, mais le déficit qui existe dans notre développement intellectuel, dans nos initiatives et nos entreprises scientifiques et technologiques, comparative-ment au reste du monde industrialisé, est beaucoup plus grave pour les Canadiens et pour notre avenir que le déficit financier.

M. Harvard: Madame la Présidente, j'ai une brève question pour mon collègue d'Ottawa-Sud. Il a fait allusion à la pénurie possible de scientifiques et d'ingénieurs dans un avenir plus ou moins rapproché. Je me demande si nous allons régler le problème en dépensant plus d'argent. Nos collègues d'en face disent parfois que nous nous soucions trop peu du déficit et du budget, que nous